

# Une ville en état de siège

Category: Droits - libertés

écrit par jmfouquer | 22 juin 2018

Comme la veille à Saint Briec, la visite d'Emmanuel Macron à Quimper se sera déroulée dans une ville en quasi état de siège, avec une interdiction de circulation dans tout le centre ville depuis la gare jusqu'aux allées de Locmaria, le blocage de la manifestation contre la politique du gouvernement à hauteur du parking de la gare, l'interdiction faite à certains riverains de rejoindre leur logement dans le périmètre verrouillé par les forces de police.

La cerise sur le gâteau, aura été l'injonction faite aux syndicalistes réunis devant la gare de couper leur sono sous la menace d'une confiscation du matériel, la confiscation effective du mégaphone d'un militant présent, la prétention des autorités de l'Etat (transmise par la police) à imposer aux manifestants de faire silence au moment du discours du président et enfin la recherche des cheminots qui avaient eu l'aplomb de faire retentir les sirènes de leur train pendant l'intervention présidentielle. Du jamais vu à Quimper!

Ces pratiques en disent long sur la dérive autoritaire d'un pouvoir qui ne supporte aucune contestation et veut imposer sa politique de casse sociale par tous les moyens. Pour les organisations Attac Quimper, CGT, Sud Solidaires, CNT, FSU 29, Collectif antifasciste, Coordination nationale des hôpitaux et maternités, Comités de soutien à la ZAD de NDDL, NPA, Climat Social, EELV, Ensemble!, Fraternité Douarnenez et Quimper, France Insoumise, Génération.S Quimper, Nouvelle Donne Finistère, PCF, UDB, aujourd'hui, nos libertés publiques, en premier lieu la liberté de manifester, sont gravement en danger.

Malgré ces menaces inquiétantes, nos organisations sont déterminées à poursuivre et à manifester leur opposition à cette politique en faisant entendre partout la volonté populaire d'une société plus juste et plus solidaire.

Ensemble ! Finistère